



Séance ordinaire du mardi 23 juillet 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-trois juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Transition climatique et environnementale, développement durable, biodiversité, culture scientifique et technique

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Clare HART, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE. Claudine VASSAS MEJRI, suppléante de Gilbert PASTOR .

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Pierre BONNAL, Chantal CLARAC, Henri de VERBIZIER, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Jean-Noël FOURCADE, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Sonia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Patricia MIRALLES, Eric PENSO, Brigitte ROUSSEL-GALIANA.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Julie FRÊCHE, Audrey LLEDO, Jean-Luc SAVY, Rabii YOUSSEF

Transition climatique et environnementale, développement durable, biodiversité, culture scientifique et technique - Stratégie biodiversité - Convention de coopération avec le Conservatoire des Espaces Naturels du Languedoc-Roussillon (CEN LR) - Autorisation de signature

Madame Stéphanie JANNIN, Vice-Présidente, rapporte :

Du fait de son appartenance au bassin méditerranéen, le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole fait partie des 35 « *hots spots* » mondiaux de biodiversité. La très grande diversité d'écosystèmes rencontrés, du littoral aux causses, en passant par les étangs, les garrigues et la mosaïque d'espaces agricoles, accueille une diversité biologique exceptionnelle, qui entraîne une forte responsabilité dans la préservation de certains habitats naturels ou certaines espèces remarquables.

L'érosion de la biodiversité s'est aggravée, aussi bien à l'échelle nationale que locale, avec la poursuite de la destruction des habitats naturels et de la fragmentation des milieux. Pour faire face à cet enjeu, dans le cadre de la loi biodiversité, la réglementation a renforcé sa prise en compte (protection des habitats et des espèces) dans le cadre de la planification et de l'aménagement du territoire, en fixant maintenant un objectif de « zéro perte nette » de biodiversité, voire de gain.

L'action de Montpellier Méditerranée Métropole

L'un des principaux enjeux de la révision du Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) de Montpellier Méditerranée Métropole a concerné la préservation et la reconquête de l'exceptionnelle richesse environnementale, afin de mieux la valoriser. Cette démarche a eu pour finalité l'élaboration d'une trame verte et bleue à l'échelle du projet de SCoT révisé arrêté, intégrant notamment les dispositions du Schéma Régional de Cohérence Ecologique (SRCE). Ainsi, les réservoirs de biodiversité couvrent plus de 13 000 ha du territoire de la Métropole, avec l'identification de plus de 3 700 ha de réservoirs supplémentaires par rapport au SRCE.

A l'échelle de la planification, l'anticipation de la compensation doit venir renforcer cette trame verte et bleue et apporter une plus-value écologique, en ciblant par exemple des espaces qui feront l'objet d'une gestion favorable à la biodiversité ainsi que des espaces dégradés dont le milieu doit être restauré ou consolidé. Ainsi, un gain écologique global est recherché.

En phase opérationnelle, la prise en compte de la biodiversité à une échelle de connaissance plus précise, notamment dans le cadre de la programmation, de la mise en œuvre et de la gestion de projets d'aménagement, d'infrastructure et d'équipements, peut nécessiter le recours à des mesures compensatoires lorsque leurs impacts sur les milieux et les espèces protégées ne peuvent être complètement évités ou réduits.

A cette échelle de projet, afin de rendre plus efficace la compensation écologique, la Métropole apparaît comme étant l'échelon à privilégier pour assurer l'animation et la coordination de la gestion des compensations sur son territoire, lui permettant ainsi de jouer un rôle d'impulsion, de mise en cohérence et d'animation sur la base des objectifs du SCoT, avec l'ensemble des acteurs concernés, et de s'assurer de la maîtrise du marché foncier des « compensations ».

Ainsi, l'objectif est d'activer la trame verte et bleue notamment en promouvant la restauration des espaces dégradés des réservoirs et des corridors. La promotion de cette restauration écologique est ainsi un enjeu important sur le territoire en lien avec l'objectif fort de préservation et de réactivation de l'armature agrospatiale (respect des grands équilibres 2/3 d'espaces naturels et agricoles et 1/3 d'espaces urbains/à urbaniser). Cet objectif vise également la définition des modalités d'accompagnement d'une politique agroécologique et alimentaire, dans le but de réactiver efficacement la diversité des fonctionnalités (écologiques, productives, récréatives ...) de ces espaces. En effet, compte tenu des spécificités méditerranéennes, les pratiques agroécologiques contribuent pleinement à la préservation de la biodiversité sur le territoire. Montpellier Méditerranée Métropole a engagé dès sa création, une véritable démarche collaborative d'élaboration d'une politique agroécologique et alimentaire ambitieuse, en s'appuyant sur un réseau de partenaires de plus en plus étoffé.

Le redéploiement agricole peut jouer un rôle essentiel en matière de résilience du territoire face aux risques climatiques, notamment afin de mieux respecter le grand cycle de l'eau, principalement par ses effets sur la diminution des ruissellements en amont. De même, les actions de verdissement des milieux urbains, conduisant à désimperméabiliser les sols, permettent d'atténuer à la fois les risques liés aux inondations et les effets « îlot de chaleur urbain ». Le pastoralisme, par son action de réouverture de milieux ou de maintien de ces ouvertures, joue un rôle essentiel, sur ce territoire, de préservation d'habitats naturels et de maintien de fonctionnalités écologiques.

Enfin, le Plan Climat Air Energie Territorial, en cours d'élaboration par la Métropole, montre dans sa phase de diagnostic que les effets du changement climatique seront particulièrement impactant pour la biodiversité, montrant ainsi une grande vulnérabilité du territoire. La stratégie que portera le PCAET permettra d'atténuer le changement climatique et de s'y adapter notamment en préservant la biodiversité, les milieux et les ressources.

L'action du Conservatoire des Espaces Naturels du Languedoc-Roussillon (CEN L-R)

Le CEN L-R est une association loi 1901, créée en 1990, qui contribue à la préservation d'espaces naturels et semi-naturels en Languedoc-Roussillon notamment par des actions de maîtrise foncière et de gestion de sites.

Association loi 1901 à but non lucratif et à gestion désintéressée, œuvrant pour l'intérêt général, ces différents rôles sont reconnus par la loi Grenelle II qui instaure une reconnaissance institutionnelle des Conservatoires d'espaces naturels dans leurs missions. Cette reconnaissance prend la forme d'un agrément conjoint Etat-Région (article L. 414-11 du Code de l'environnement). Le CEN L-R est agréé à ce titre depuis le 3 novembre 2015 et met en œuvre cette mission, dans le cadre suivant *« la préservation d'espaces naturels et semi-naturels notamment par des actions de connaissance, de maîtrise foncière et d'usage, de gestion et de valorisation du patrimoine naturel sur le territoire régional. Ils mènent également des missions d'expertise locales et des missions d'animation territoriale en appui aux politiques publiques en faveur du patrimoine naturel »*. Cette dimension d'intérêt général est par ailleurs intégrée dans l'objet des statuts du CEN L-R.

Expert régional, le CEN L-R apporte un soutien technique à l'Etat, au Conseil régional, aux Conseils départementaux et aux collectivités locales sur les diagnostics environnementaux, la gestion de leurs espaces naturels et leur intégration dans les procédures territoriales. Il accompagne notamment les Départements dans la mise en œuvre de leurs politiques Espaces Naturels Sensibles (ENS).

De par ses interventions sur les territoires, le CEN L-R est la seule structure à avoir développé des compétences uniques dans ce qu'il est coutume d'appeler aujourd'hui « l'intendance territoriale », intégrant tout à la fois les enjeux environnementaux, la stratégie foncière qui en traduit la déclinaison concrète ainsi que l'animation foncière la mettant en œuvre, permettant *in fine* la réalisation des opérations de restauration, de gestion et de préservation à long terme des espaces naturels, le tout en lien étroit avec les acteurs du territoire.

Il est donc un partenaire incontournable pour mettre en œuvre les mesures compensatoires globalement sur le territoire.

Selon ses statuts, il peut accompagner les porteurs de projets dans la mise en œuvre des mesures compensatoires qui seront prescrites par arrêté préfectoral de dérogation aux interdictions relatives aux espèces de faune et flore sauvages protégées, dans le cadre notamment de la programmation, de la mise en œuvre et de la gestion de projets d'aménagement, d'infrastructure et d'équipements.

Objectifs communs

Le cadre de la mise en œuvre d'une stratégie biodiversité sur le territoire de la Métropole inscrit l'action du CEN L-R et de Montpellier Méditerranée Métropole dans un partenariat fort, entre eux, mais également avec les autres acteurs de la préservation et de la gestion des espaces agro-naturels. Dans un contexte de renforcement de la préservation et de la connaissance de la biodiversité inscrit dans les politiques publiques, la Métropole et le CEN L-R ont constaté la convergence et la complémentarité de leurs intérêts et de leurs objectifs en matière de préservation du patrimoine naturel, de la biodiversité et des paysages.

Ils souhaitent ainsi poursuivre et structurer leur collaboration et la réciprocité de leurs actions dans le cadre de conventions de coopération :

- une convention de coopération « cadre » dont l'objet est l'élaboration commune entre le CEN L-R et Montpellier Méditerranée Métropole de la stratégie de préservation de la biodiversité sur le territoire, pour le développement de la connaissance, la préservation, la gestion et la mise en valeur du patrimoine naturel du territoire ; cette coopération nécessite une vision territoriale à long terme, notamment s'agissant des mesures compensatoires environnementales (30 ans) ;
- une convention « type », modèle, opérationnelle prévoyant la déclinaison conjointe d'une politique ambitieuse de gestion et de pérennisation des actions de compensations environnementales résiduelles pouvant être liées aux projets d'aménagements, d'infrastructures, d'équipements sur le territoire, dans un objectif de zéro perte nette de biodiversité, voire de gain.

La Métropole et le CEN L-R conviennent plus particulièrement de coopérer selon les axes suivants :

1 – Coopération dans le cadre de l'élaboration d'une stratégie territoriale de préservation de la biodiversité

- Co-réalisation et diffusion d'une méthodologie-type d'application de la séquence ERC,
- Co-organisation du schéma de gouvernance autour de la stratégie biodiversité territoriale,
- Mise en perspective d'une stratégie foncière adaptée aux enjeux de biodiversité,
- Organisation de la gouvernance de la connaissance dans un objectif commun de développement,
- Amélioration, mutualisation et diffusion de la connaissance du patrimoine naturel et de la biodiversité.

2 – Coopération sur des thématiques particulières

- Protection et gestion des espèces remarquables et de leurs habitats, dans le cadre de la mise en œuvre de mesures compensatoires environnementales :

Dans le cadre de conventions opérationnelles d'application à la convention, la Métropole et le CEN L-R réaliseront des plans de gestion d'espaces et les mettront en œuvre dans le cadre d'une coopération public-public.

- Développement de l'agroécologie :

Pour mener à bien leurs actions conjointes de développement de l'agroécologie, ainsi que pour intégrer les enjeux environnementaux dans les dynamiques agricoles du territoire, à l'échelle de la planification et dans les projets, la Métropole et le CEN L-R pourront coopérer pour élaborer des projets communs de promotion de l'agroécologie et de mise en œuvre d'actions concrètes pour faire évoluer les pratiques agricoles et pour l'encadrement de l'élevage.

Chacune des conventions devient effective à compter de sa date de signature par les parties, pour une durée de cinq ans, reconductible tacitement une fois.

S'agissant de la convention de coopération « cadre », les frais engagés seront pris en charge à hauteur de 90% par la Métropole et 10% par le CEN L-R. La Métropole contribuera au remboursement des frais engagés par le CEN L-R dans la limite de 35 000 € HT, sur justificatifs de dépenses.

S'agissant des conventions opérationnelles d'application, les modalités de répartitions des coûts de coopération entre le CEN L-R et la Métropole seront identifiées pour chacune d'entre elles.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de la convention de coopération pour la préservation de la biodiversité entre le CEN L-R et Montpellier Méditerranée Métropole, pour une durée de 5 ans, reconductible tacitement 1 fois ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions afférentes, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 86 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 31/07/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 31 juillet 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190723-94114-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/07/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- 2019 07 15 Convention coop CEN stratégie biodiv_VF.doc
- 2019 07 15 Modèle convention opérationnelle_CEN_VF.doc

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.